

La sécurité des Suisses est en danger : agissons avant qu'il ne soit trop tard !

par Céline Amaudruz, conseillère nationale, Genève (GE)

En tant que Genevoise, je pourrai vous parler de la pénurie du logement à Genève. 0.34% de logement vacant en 2025, soit 850 logements vacants sur plus de 250'000. Le taux le plus bas de Suisse. **De nombreux Genevois sont contraints de s'établir en France voisine.**

Je pourrai aussi vous parler du problème de surpopulation dans les écoles et de la baisse du niveau scolaire. D'ailleurs Genève vient d'appliquer l'interdiction d'enclasser des élèves suisses, mais frontaliers, dans les écoles du canton. Je pourrai vous parler de tant de choses qui ne fonctionnent pas à cause de **l'explosion démographique qui étouffe la Suisse**. J'ai décidé de vous parler de sécurité.

Plus que les autres, **les femmes, les villes et les cantons frontaliers** – comme celui de Genève et la totalité des cantons romands – **sont directement confrontés au chaos sécuritaire**. En préparant mon intervention ce matin, je me suis entretenu avec un policier genevois, que je prénommerai Michel, et qui travaille depuis plus de 12 ans au sein de la police cantonale. Son récit est éloquent ! Michel est policier depuis plus de douze ans. Son métier est sa vocation. Il ne lit pas des statistiques. Il intervient, chaque jour, sur le terrain. Que constate-t-il ? La violence augmente et certaines formes de criminalité, comme les agressions corporelles et les agressions sexuelles, progressent. Jusque-là, ce que voit Michel, chacun de nous peut le lire dans les statistiques de police. Mais Michel poursuit son récit : « **au moins 8 agresseurs sur 10 ne sont pas d'ici. Ils viennent d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient. Mais chut !** »

Est-il possible de vérifier les propos de Michel ? Malheureusement pas officiellement, car **il n'existe pas de données consolidées au niveau fédéral** permettant d'établir les origines des criminels et agresseurs. Alors, depuis trois ans, l'UDC Suisse mène une campagne nommée « Nouvelle normalité » et centralise des crimes et délits commis par des criminels étrangers qui sont rapportés dans les médias. Jetons un œil aux crimes rapportés dans les médias qui ont été référencés par notre campagne « Nouvelle normalité » : le 6 mars dernier, un Marocain, un Tunisien et un Libyen sont arrêtés avec plusieurs vols en Gruyères. Le 8 mars, un Tunisien et un Marocain sont arrêtés en flagrant délit à Zoug. Le 9 mars, à Fribourg, un Français et un Portugais sont arrêtés après plusieurs vols. Enfin, à La Chaux-de-Fonds le 13 mars, un Marocain attaque et blesse deux policiers. **Tout ceci en moins de quinze jours au début du mois de mars en cours.**

Peut-on sérieusement dire aux Suisses qu'il ne faut pas le dire ouvertement, alors que **les interventions policières se multiplient, que les agressions choquent**, et que de plus en plus de gens, surtout les femmes, comme Lisa, une autre genevoise que j'ai rencontré, qui adaptent silencieusement leur comportement par crainte et qui n'ose même pas murmurer la raison de ce silence par peur de finir elles-mêmes au pilori ?

Sur ces questions, peu d'experts se sont exprimés et les données publiques manquent. Mais le professeur Frank Urbaniok, ancien chef de la psychiatrie forensique

du canton de Zurich, a publié récemment le livre *Schattenseiten der Migration*. Que dit-il ?

Il met en évidence, sur la base des données judiciaires en Suisse, en Allemagne et en Autriche, **une surreprésentation de certains groupes de ressortissants étrangers dans plusieurs formes de criminalité, notamment violente**. Ces groupes correspondent aux observations de Michel, le policier genevois et aux informations rapportées par les médias que l'UDC est seule à référencer avec sa campagne « Nouvelle normalité ».

Pire, pour approfondir ses recherches, le professeur Urbaniok a souhaité déterminer la proportion de Suisses naturalisés par rapport aux Suisses nés suisses parmi les auteurs de crimes graves. La surreprésentation des Suisses naturalisés dans les prisons est de 138% en 2025 par rapport aux Suisses nés suisses. En effet, si les données de l'OFS disent que la proportion entre les naturalisés et les non-naturalisés est presque de 50/50, la part des naturalisés dans la population est de tout juste 20%. **La surreprésentation des Suisses naturalisés est donc flagrante et vient s'ajouter aux environs 70% d'étrangers qui peuplent les prisons suisses.**

Ces chiffres sont explicites. Tout comme ceux de l'asile ! En 2023, **71% des requérants d'asile en Suisse étaient des hommes**, dont l'écrasante majorité sont issus des pays mentionnés par Michel, le policier genevois. En effet, dans le top dix des nationalités dont les ressortissants réclament l'asile en Suisse, on retrouve les Afghans, les Turques, les Erythréens, les Algériens, les Marocains et les Tunisiens.

Cessons de nous mentir à nous-mêmes : la Suisse a un très gros problème de sécurité à cause de son immigration, notamment sa politique d'asile, et avec sa politique de naturalisation ! Les femmes, les villes et les cantons frontaliers sont les principales victimes de cet immense problème.

Que doit faire Lisa ? Continuer à baisser silencieusement les yeux sans jamais oser murmurer la réalité ? Que doit dire Michel ? Continuer vainement à maintenir un semblant de sécurité sans jamais oser dire la vérité par crainte du licenciement ? En fait, ce n'est pas seulement Lisa et Michel qui braquent leurs yeux sur les responsables politiques. Ce sont aussi Claire, Adrien et Jacques. Florence, Mathilde et Nicolas. **Ce sont les Suisses qui voient que la sécurité est chaque jour un peu plus compromise que le jour d'avant.**

Grâce à notre initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! », nous dotons notre pays des moyens pour freiner l'immigration massive et mettre un terme aux abus de l'asile qui nuit à la sécurité et à l'intégrité des Suissesses et des Suisses